

Avis et communications

AVIS DIVERS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

**Situation mensuelle de l'Etat
(juin 2025)**

NOR : ECOE2522834V

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat



Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Juin 2025



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025**

SOMMAIRE



Synthèse.....	2
Faits marquants : évolution du mois.....	2
Faits marquants : données cumulées.....	3
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dettes financières de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19
Liste des sigles.....	20



Situation Mensuelle de l'Etat Juin 2025

FAITS MARQUANTS : EVOLUTION DU MOIS

Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -100,400 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juin 2025 s'élève à -100,400 Md€ contre -103,292 Md€ à fin juin 2024 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,892 Md€) s'explique, pour le

budget général, par une baisse des dépenses nettes de 4,043 Md€ et une hausse des recettes nettes de 4,781 Md€, ainsi que par une variation négative du solde des comptes spéciaux de 5,932 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 38,567 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

- **Mission Enseignement scolaire** : 7,624 Md€, principalement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (3,286 Md€) et « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,265 Md€) ;
- **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 4,862 Md€, essentiellement au titre des programmes « Handicap et dépendance » (2,695 Md€) et « Inclusion sociale et protection des personnes » (2,166 Md€) ;
- **Mission Défense** : 4,081 Md€, essentiellement au titre des programmes « Soutien de la politique de la défense » (1,904 Md€), « Préparation et emploi des forces » (1,140 Md€) et « Équipement des forces » (0,961 Md€) ;
- **Mission Cohésion des territoires** : 3,733 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (3,186 Md€) ;
- **Mission Sécurités** : 2,227 Md€, essentiellement au titre des programmes « Police nationale » (1,172 Md€) et « Gendarmerie nationale » (1,011 Md€) ;
- **Mission Écologie, développement et mobilité durables** : 2,088 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;
- **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,982 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,200 Md€) ;
- **Mission Investir pour la France de 2030** : 1,495 Md€, principalement au titre du programme « Financement des investissements stratégiques » (0,978 Md€) ;
- **Mission Engagements financiers de l'État** : 1,393 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'État » (1,346 Md€).

Recettes du budget général (nettes) : 32,469 Md€

Les principales recettes fiscales nettes du mois

- **IS net** : 12,723 Md€ (essentiellement au titre de l'échéance du 16 juin) ;
- **IR net** : 7,777 Md€ ;
- **TVA nette** : 6,124 Md€ ;
- **TICPE nette** : 1,607 Md€.

Les autres recettes du mois

- **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 4,570 Md€, dont 2,107 Md€ de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes, 1,145 Md€ de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et 0,802 Md€ de prélèvements de solidarité ;
- **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,465 Md€, dont 1,695 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;
- **Dividendes et recettes assimilées** : 1,936 Md€, dont 0,744 Md€ au titre d'un dividende versé par la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- **Recettes non fiscales - Divers** : 1,349 Md€, dont un versement de 0,998 Md€ par l'ACOSS au titre de la re-budgétisation des contributions "employeurs" prévue en LFI ;
- **Fonds de concours et attributions de produits** : 1,316 Md€, dont des versements de 0,690 Md€ par l'AFITF pour le financement d'études et d'infrastructures dans le domaine des transports ;
- **Prélèvements sur les recettes de l'Etat** : -8,993 Md€, dont -6,969 Md€ au profit des collectivités territoriales (principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement pour -5,015 Md€) et -2,024 Md€ au profit de l'Union européenne.

Comptes spéciaux (hors FMI) : -0,329 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

- Le compte « **Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution** » enregistre des recettes pour 11,562 Md€ (dont 3,930 Md€ de fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales, 3,816 Md€ de CFE-IFER, essentiellement au titre de l'acompte du 16 juin, et 1,905 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) et des dépenses pour 10,677 Md€ ;
- Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses pour 1,655 Md€ (dont 1,234 Md€ au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 1,616 Md€ (dont 1,362 Md€ d'abondements par le budget général) ;
- Le compte « **Participations financières de l'Etat** » présente des dépenses pour 1,203 Md€ (dont une souscription de 0,625 Md€ à l'augmentation de capital de la SA Imprimerie Nationale).



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025**

**FAITS MARQUANTS : DONNEES
CUMULEES**

Dépenses du budget général (nettes) : 228,121 Md€

Les dépenses nettes à fin juin 2025 s'élèvent à 228,121 Md€ contre 232,163 Md€ à fin juin 2024 à périmètre constant.

Cette évolution (-4,043 Md€) résulte principalement de la baisse des dépenses de fonctionnement pour -6,528 Md€ (écart principalement lié à la mission

"Engagements financiers de l'État" pour -6,550 Md€, en raison d'un abondement, en 2024, du compte "Participations financières de l'État" au titre de l'amortissement de la dette de l'État liée à la Covid-19, non attendu en 2025).

Recettes fiscales (nettes) : 163,289 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juin 2025 s'élèvent à 163,289 Md€ contre 158,105 Md€ à fin juin 2024 à périmètre constant.

Cette évolution (+5,184 Md€) s'explique principalement par une hausse des autres recettes fiscales nettes de +3,569 Md€ (essentiellement la

hausse des recettes brutes pour 3,104 Md€, principalement en raison de la TICFE, hausse prévue en LFI) ainsi que par une hausse des recettes d'IS net pour +2,216 Md€ (écart essentiellement lié à une baisse des R&D à hauteur de 2,447 Md€).

Recettes non fiscales : 14,611 Md€

Les recettes non fiscales à fin juin 2025 s'élèvent à 14,611 Md€ contre 15,022 Md€ à fin juin 2024 à

périmètre constant, soit une évolution de -0,411 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -33,958 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin juin 2025 s'élèvent à -33,958 Md€ contre -33,094 Md€ à fin juin 2024 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,864 Md€) s'explique par une augmentation des PSR au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,536 Md€, et des PSR au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,328 Md€.

Fonds de concours et attributions de produits : 4,609 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin juin 2025 s'élèvent à 4,609 Md€ contre 3,736 Md€ à fin juin 2024 à périmètre constant, soit une évolution de +0,873 Md€ (écart essentiellement

lié à des versements de l'AFITF pour +0,806 Md€ destinés au financement d'études et d'infrastructures dans le domaine des transports).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -20,829 Md€

Le solde des comptes spéciaux à fin juin 2025 s'élève à -20,829 Md€ contre -14,897 Md€ à fin juin 2024 à périmètre constant.

Cette évolution (-5,932 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes d'affectation spéciale pour -6,723 Md€

(dont le compte « Participations financières de l'État » pour -6,844 Md€, en raison d'un abondement, en 2024, par le budget général au titre de l'amortissement de la dette de l'État liée à la Covid-19, non attendu en 2025).

Dette financière de l'Etat au 30 juin 2025 : 2 746,690 Md€

La dette financière est en augmentation de 116,617 Md€ depuis le début de l'année 2025.

Cette évolution s'explique essentiellement par les

flux nets des titres négociables (hausse des OAT pour +111,658 Md€ et des BTF pour +5,150 Md€).



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025**

CHIFFRES CLES

	Mois	Cumul à fin juin		Ecart cumul	
	Mois	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-6 427	-100 400	-103 292	-103 470	2 892
Dépenses du budget général (nettes)	38 567	228 121	232 163	230 570	-4 043
Recettes du budget général (nettes)	32 469	148 550	143 769	141 997	4 781
Recettes fiscales (nettes)	36 251	163 289	158 105	156 320	5 184
- IR net	7 777	43 338	42 458	42 458	880
- IS net *	12 723	30 354	28 138	28 138	2 216
- TICPE nette	1 607	7 821	7 930	7 715	-109
- TVA nette	6 124	48 807	50 179	49 070	-1 372
- Autres recettes fiscales nettes	8 020	32 969	29 400	28 939	3 569
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-329	-20 829	-14 897	-14 897	-5 932

DONNEES PATRIMONIALES

Correspondants du Trésor et personnes habilitées	404	147 230
Dette financière de l'Etat	19 651	2 746 690

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025

SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE

	Mois	Cumul à fin juin		Ecart cumul	
	unité : million d'€. Juin	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 138	1 138	0
Dépenses de personnel	13 024	78 740	76 876	76 807	1 864
Dépenses de fonctionnement	5 452	35 506	42 034	42 331	-6 528
Charges de la dette de l'Etat	1 362	29 189	27 544	27 544	1 645
Dépenses d'investissement	1 054	10 807	10 237	10 237	571
Dépenses d'intervention	17 437	71 737	73 090	71 269	-1 353
Dépenses d'opérations financières	238	1 003	1 244	1 244	-241
Total des dépenses (nettes) (I)	38 567	228 121	232 163	230 570	-4 043
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	36 251	163 289	158 105	156 320	5 184
Recettes non fiscales	3 896	14 611	15 022	15 022	-411
Prélèvements sur recettes	-8 993	-33 958	-33 094	-33 080	-864
Fonds de concours et attributions de produits	1 316	4 609	3 736	3 736	873
Total des recettes (nettes) (II)	32 469	148 550	143 769	141 997	4 781
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	41 462	182 508	176 863	175 078	5 646
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-6 098	-79 571	-88 394	-88 573	8 824
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-874	-589	6 134	6 134	-6 723
Solde des comptes de concours financiers	519	-20 829	-21 180	-21 180	352
Solde des comptes de commerce	1	589	128	128	461
Solde des comptes d'opérations monétaires	45	1 213	-326	-326	1 539
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-329	-20 829	-14 897	-14 897	-5 932
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-6 427	-100 400	-103 292	-103 470	2 892



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025

DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL
PAR TITRE ET CATEGORIE

	Mois	Cumul à fin juin			Ecart cumul
	unité : million d'€. Juin	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	13 024	78 740	76 876	76 807	1 864
Rémunérations d'activité	7 628	45 568	45 077	45 018	491
Cotisations et contributions sociales	5 272	32 494	31 124	31 114	1 369
Prestations sociales et allocations diverses	124	678	675	675	4
AUTRES TITRES	25 542	149 380	155 287	153 763	-5 907
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 138	1 138	0
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	5 452	35 506	42 034	42 331	-6 528
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 293	18 373	24 980	24 746	-6 607
Subventions pour charges de service public	2 158	17 133	17 054	17 585	79
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	1 362	29 189	27 544	27 544	1 645
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	1 362	29 189	27 544	27 544	1 645
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 054	10 807	10 237	10 237	571
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	680	7 969	7 552	7 552	417
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	374	2 838	2 685	2 685	153
Subventions pour charges d'investissement	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	17 437	71 737	73 090	71 269	-1 353
Transferts aux ménages	8 881	33 764	32 544	31 141	1 220
Transferts aux entreprises	3 714	17 532	17 624	17 522	-91
Transferts aux collectivités territoriales	1 591	6 884	7 639	7 602	-755
Transferts aux autres collectivités	3 231	13 007	14 301	14 021	-1 294
Appels en garantie	20	550	982	982	-432
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	238	1 003	1 244	1 244	-241
Prêts et avances	5	6	1	1	5
Dotations en fonds propres	109	362	427	427	-65
Dépenses de participations financières	123	635	817	817	-181
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	38 567	228 121	232 163	230 570	-4 043



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025

DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME

	Mois de juin		Cumul à fin juin 2025		Cumul à fin juin 2024 retraité	Cumul à fin juin 2024 consommé	Ecart cumul 2025 / 2024 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	
unité : million d'€.							
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	222	201	1 711	1 621	1 755	1 671	-135
Action de la France en Europe et dans le monde	210	193	1 335	1 253	1 243	974	10
Diplomatie culturelle et d'influence	10	7	298	293	448	493	-155
Français à l'étranger et affaires consulaires	3	1	78	75	64	204	10
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	341	350	2 003	2 043	2 131	2 140	-88
Administration territoriale de l'Etat	215	227	1 249	1 253	1 277	1 278	-24
Vie politique	2	2	60	63	91	89	-28
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	125	121	694	727	763	773	-36
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	144	255	1 542	1 578	1 748	1 749	-171
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	18	148	536	590	846	846	-256
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	74	56	321	304	298	298	7
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	52	51	299	297	287	288	10
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	386	386	318	318	69
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	582	659	3 108	2 019	2 788	2 571	-770
Aide économique et financière au développement	32	161	2 024	945	1 064	1 064	-119
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	145	145	145	145	150	150	-5
Solidarité à l'égard des pays en développement	204	154	630	619	1 271	1 357	-652
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de solidarité pour le développement ⁽¹⁾	200	200	309	309	303	0	6
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	13	24	1 241	1 129	1 236	1 236	-107
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	7	18	1 205	1 093	1 164	1 164	-71
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	6	6	36	36	72	72	-36
AUDIOVISUEL PUBLIC ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
France Télévisions ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
ARTE France ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Radio France ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
France Media Monde ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Institut national de l'audiovisuel ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
TV5 Monde ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Programme de transformation ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
COHESION DES TERRITOIRES	614	3 733	19 223	12 603	11 351	9 645	1 252
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	343	373	1 585	1 198	1 142	1 140	56
Aide à l'accès au logement	0	3 186	16 420	10 235	8 960	7 456	1 275
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	102	41	886	844	893	694	-49
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	64	49	102	119	151	152	-32
Politique de la ville	99	76	198	167	141	141	25
Interventions territoriales de l'Etat	6	6	32	39	63	63	-23
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	62	61	394	441	451	451	-9
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	42	40	235	281	283	283	-3
Conseil économique, social et environnemental	0	0	34	34	44	44	-10
Cour des comptes et autres juridictions financières	21	22	125	127	124	125	3
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	427	422	2 550	1 829	1 920	1 920	-91
Patrimoines	93	94	893	518	501	501	17
Création	155	186	741	529	597	598	-68
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	110	75	504	372	424	424	-52
Soutien aux politiques du ministère de la culture	68	67	413	410	398	398	12
DEFENSE	4 793	4 081	24 346	33 293	32 451	32 443	842
Environnement et prospective de la politique de défense	286	76	1 052	904	1 117	1 116	-212
Préparation et emploi des forces	2 089	1 140	6 457	8 498	8 618	8 619	-121
Soutien de la politique de la défense	1 841	1 904	12 814	13 018	12 814	12 806	204
Equiperment des forces	578	961	4 023	10 873	9 902	9 902	971
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	142	118	549	489	490	476	0
Coordination du travail gouvernemental	132	111	446	410	412	398	-2
Protection des droits et libertés	10	7	102	80	78	78	2
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 783	2 088	14 914	12 711	11 618	11 717	1 093
Infrastructures et services de transports	304	532	5 688	4 966	5 016	5 014	-50
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	69	56	167	148	122	122	26
Paysages, eau et biodiversité	49	24	237	160	175	175	-15
Expertise, information géographique et météorologie	3	3	460	293	309	309	-17
Prévention des risques	38	252	1 012	566	579	636	-13
Energie, climat et après-mines	71	77	658	591	1 953	2 166	-1 362
Service public de l'énergie	745	744	4 767	4 022	1 565	1 565	2 457
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	330	326	1 649	1 637	1 597	1 610	40
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	154	52	161	214	120	120	94
Sûreté nucléaire et radioprotection ⁽¹⁾	21	22	116	114	183	0	-69



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025

DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME

	Mois de juin		Cumul à fin juin 2025		Cumul à fin juin 2024 retraité	Cumul à fin juin 2024 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommées	AE consommées	CP consommées	CP retraités	CP consommés	2025 / 2024 retraité
	unité : million d'€.						
ECONOMIE	304	527	2 071	1 997	2 969	2 969	-972
Développement des entreprises et régulations	114	380	1 317	1 301	2 165	2 165	-865
Plan "France Très haut débit"	2	71	2	71	152	152	-80
Statistiques et études économiques	39	40	236	240	241	241	-1
Stratégies économiques	149	36	516	385	411	411	-26
Financement des opérations patrimoniales en 2025 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹²⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	1 448	1 393	29 861	29 856	35 222	35 222	-5 366
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	1 346	1 346	28 946	28 946	27 180	27 180	1 765
Appels en garantie de l'Etat	86	20	635	550	1 057	1 057	-507
Epargne	0	0	37	37	65	65	-28
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	16	16	243	243	364	364	-121
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	12	0	80	80	80	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 ⁽³⁾	0	0	0	0	6 475	6 475	-6 475
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	7 596	7 624	45 389	45 043	44 372	44 370	671
Enseignement scolaire public du premier degré	2 255	2 265	13 658	13 661	13 395	13 395	266
Enseignement scolaire public du second degré	3 285	3 286	19 901	19 807	19 448	19 478	360
Vie de l'élève	772	681	4 545	4 424	4 331	4 332	94
Enseignement privé du premier et du second degrés	886	918	4 902	4 843	4 896	4 896	-53
Soutien de la politique de l'éducation nationale	228	268	1 450	1 399	1 343	1 338	56
Enseignement technique agricole	170	206	932	908	959	931	-51
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	848	897	5 266	5 214	5 213	5 206	2
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	634	654	3 947	3 901	3 905	3 899	-4
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	72	97	474	477	490	490	-13
Facilitation et sécurisation des échanges	142	146	845	837	818	817	19
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	127	174	805	765	746	749	20
Immigration et asile	36	82	628	590	585	585	6
Intégration et accès à la nationalité française	92	92	177	175	161	164	14
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	1	1 495	5	1 724	3 851	3 851	-2 128
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	74	0	74	130	130	-56
Valorisation de la recherche	0	150	0	150	0	0	150
Accélération de la modernisation des entreprises	0	10	0	10	0	0	10
Financement des investissements stratégiques	1	978	5	1 207	3 169	3 169	-1 962
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	283	0	283	552	552	-269
JUSTICE	969	1 005	5 953	6 049	5 971	5 946	78
Justice judiciaire	431	356	2 401	2 305	2 249	2 249	57
Administration pénitentiaire	356	418	2 174	2 440	2 400	2 401	40
Protection judiciaire de la jeunesse	68	90	599	526	528	528	-2
Accès au droit et à la justice	68	71	422	413	429	402	-16
Conduite et pilotage de la politique de la justice	45	70	356	363	363	365	0
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	3	2	2	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	77	97	518	353	361	361	-9
Presse et médias	50	4	209	160	170	170	-10
Livre et industries culturelles	27	92	309	193	191	191	2
OUTRE-MER	41	804	2 255	1 855	1 355	1 355	500
Emploi outre-mer	32	725	1 890	1 526	987	987	539
Conditions de vie outre-mer	8	79	365	328	368	368	-40
PLAN DE RELANCE	25	66	14	553	872	872	-319
Ecologie	-3	36	-11	413	673	673	-260
Compétitivité	28	30	25	140	152	152	-12
Cohésion ⁽³⁾	0	0	0	0	46	46	-46
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 138	1 138	1 138	1 138	0
Présidence de la République	0	0	123	123	123	123	0
Assemblée nationale	0	0	608	608	608	608	0
Sénat	0	0	353	353	353	353	0
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35	35	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	18	18	18	18	0
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025

DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME

	Mois de juin		Cumul à fin juin 2025		Cumul à fin juin 2024 retraité	Cumul à fin juin 2024 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommées	AE consommées	CP consommées	CP retraités	CP consommés	2025 / 2024 retraité
	unité : million d'€. 2025 / 2024 retraité						
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	157	1 982	27 824	15 573	15 993	16 097	-420
Formations supérieures et recherche universitaire	82	196	14 694	7 783	7 423	7 424	360
Vie étudiante	50	66	2 473	1 901	1 908	1 908	-7
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	16	1 200	7 737	3 630	3 696	3 701	-66
Recherche spatiale	0	431	1 616	979	1 226	1 226	-247
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1	13	849	866	1 045	1 146	-180
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	-20	23	173	175	407	407	-232
Recherche duale (civile et militaire)	0	28	55	28	56	56	-29
Enseignement supérieur et recherche agricoles	29	25	227	211	230	229	-19
RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	12	622	5 824	3 746	3 487	3 487	259
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	377	4 112	2 605	2 473	2 473	132
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	143	704	494	394	394	100
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	12	102	1 007	647	621	621	26
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1 077	522	2 349	2 038	2 181	2 181	-143
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	1 075	453	2 149	1 827	2 026	2 025	-199
Concours spécifiques et administration	2	69	200	211	156	156	56
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	12 462	12 468	70 969	70 959	74 009	74 009	-3 050
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	12 082	12 089	68 710	68 699	71 618	71 618	-2 919
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	380	380	2 259	2 260	2 391	2 391	-131
SANTE	722	484	1 266	1 060	1 167	1 167	-107
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	27	4	117	125	231	231	-107
Protection maladie	694	480	1 149	935	936	936	0
Reversement à la Sécurité sociale des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séjour investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR) ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
SECURITES	2 246	2 227	12 536	12 464	12 097	12 088	367
Police nationale	1 195	1 172	6 530	6 552	6 481	6 472	71
Gendarmerie nationale	1 005	1 011	5 659	5 500	5 259	5 258	241
Sécurité et éducation routières	4	4	31	26	31	31	-5
Sécurité civile	43	40	317	387	326	326	61
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	1 275	4 862	28 876	16 367	15 220	15 869	1 146
Inclusion sociale et protection des personnes	90	2 166	12 990	7 818	7 450	7 450	368
Handicap et dépendance	1 183	2 695	15 874	8 542	7 606	7 606	936
Egalité entre les femmes et les hommes	2	2	11	7	12	12	-5
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ⁽³⁾	0	0	0	0	152	801	-152
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	200	82	890	724	845	845	-122
Sport	170	60	367	233	263	263	-30
Jeunesse et vie associative	28	21	518	472	479	479	-7
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	3	16	103	103	-87
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030 ⁽¹⁾	2	2	2	2	0	0	2
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	34	65	265	262	339	349	-77
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	5	17	75	86	150	150	-64
Transformation publique	3	3	13	20	59	59	-39
Innovation et transformation numériques ⁽³⁾	0	0	0	0	-7	4	7
Fonction publique	22	40	152	131	114	114	16
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	25	25	23	22	3
TRAVAIL, EMPLOI ET ADMINISTRATION DES MINISTERES SOCIAUX ⁽²⁾	1 754	1 264	8 565	9 324	8 433	8 038	891
Accès et retour à l'emploi	367	427	3 698	3 224	3 247	3 500	-23
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	990	513	3 604	4 903	4 136	4 136	767
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	36	32	55	52	52	4
Soutien des ministères sociaux ⁽²⁾	396	287	1 232	1 142	999	350	143
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	40 495	50 655	324 220	296 820	303 781	302 188	-6 961
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	28 414	38 567	255 509	228 121	232 163	230 570	-4 043

⁽¹⁾ Création en LFI 2025

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2025

⁽³⁾ Suppression en LFI 2025



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025

RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GENERAL
(NIVEAU DETAILLE)

	Mois		Cumul à fin juin		Ecart cumul 2025 / 2024 retraité
	Mois	2025	2024 retraité	2024 exécuté	
unité : million d'€.	Jun				
Impôt sur le Revenu (A)	8 126	51 168	50 018	50 018	1 151
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	275	839	902	902	-63
Impôt sur les sociétés et contributions assimilées (C)	17 541	46 260	46 729	46 729	-470
Impôt sur les sociétés	17 192	45 361	45 593	45 593	-231
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	320	787	804	804	-17
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	29	111	332	332	-221
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	4 570	12 060	12 687	12 687	-627
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	89	529	910	910	-381
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	2 107	3 178	2 981	2 981	197
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	1	0	0	1
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	45	275	300	300	-26
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	1	2	2	-1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	9	194	153	153	41
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	0	0	1
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	7	11	11	-4
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	5	19	19	-13
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	17	101	68	68	33
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	183	185	188	188	-3
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	0	0	0
Prélèvements de solidarité	802	4 725	4 747	4 747	-22
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement)	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	27	520	431	431	89
Taxe d'habitation sur les résidences principales	1	9	54	54	-46
Contribution différentielle applicable à certains contribuables titulaires de très hauts revenus ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	1 145	1 678	2 486	2 486	-808
Cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Recettes diverses	142	650	336	336	314
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 732	8 693	9 114	8 899	-421
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	12 629	90 000	91 337	90 228	-1 337
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 465	22 967	18 935	18 474	4 032
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	26	214	189	189	25
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	97	118	118	-22
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	8	41	34	34	7
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	319	2 119	1 885	1 885	234
Mutations à titre gratuit par décès	1 376	7 324	7 400	7 400	-75



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025

RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GENERAL
(NIVEAU DETAILLE)

	Mois		Cumul à fin juin		Ecart cumul	
	unité : million d'€.	Jun	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
Contribution de sécurité immobilière		57	350	328	328	22
Autres conventions et actes civils		43	235	243	243	-8
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		49	290	294	294	-4
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès		29	294	255	255	39
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		17	86	132	132	-46
Timbre unique		13	133	125	125	8
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules		84	456	443	443	13
Droits d'importation		0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité		0	5	19	19	-15
Autres taxes intérieures		521	6 203	1 106	2 506	5 097
Autres droits et recettes accessoires		0	2	3	3	-1
Amendes et confiscations		2	8	15	15	-8
Taxe générale sur les activités polluantes		3	69	78	78	-9
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs		0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		8	51	33	33	19
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		0	164	166	166	-2
Autres droits et recettes à différents titres		0	0	50	50	-50
Taxe sur les achats de viande		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		4	23	24	24	0
Taxe sur certaines dépenses de publicité		0	11	15	15	-3
Taxe de l'aviation civile		0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base		0	558	558	558	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		1	22	15	15	7
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		316	1 233	1 370	1 370	-136
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		91	458	455	455	3
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		31	180	190	190	-10
Prélèvement sur les paris sportifs		62	435	475	475	-41
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne		9	58	60	60	-3
Redevance sur les paris hippiques en ligne		0	0	0	0	0
Taxe sur les rachats d'actions ⁽¹⁾		14	311	0	0	311
Taxe sur les transactions financières		269	982	795	531	187
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	0	0	0	0
Autres taxes		101	556	2 064	467	-1 508
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)		48 339	231 988	229 723	227 938	2 265
TOTAL GENERAL (net)		36 251	163 289	158 105	156 320	5 184

⁽¹⁾ Création en LFI 2025



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025

RECETTES NON FISCALES DU BUDGET GENERAL

unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin juin		Ecart cumulé	
	Juin	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
Dividendes et recettes assimilées (A)	1 936	4 945	3 073	3 073	1 872
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	744	798	597	597	202
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	1 081	4 034	1 626	1 626	2 407
Autres dividendes et recettes assimilées	111	113	850	850	-737
Produits du domaine de l'Etat (B)	69	921	884	884	37
Revenus du domaine public non militaire	49	430	511	511	-81
Autres revenus du domaine public	0	3	1	1	2
Revenus du domaine privé	9	237	223	223	14
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	10	154	148	148	5
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	97	0	0	97
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1	0
Produits de la vente de biens et services (C)	150	720	675	675	45
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	56	229	206	206	23
Autres frais d'assiette et de recouvrement	79	469	459	459	10
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	5	4	4	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	2	2	2	0
Autres recettes diverses	13	16	4	4	12
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	96	492	425	425	67
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	52	127	211	211	-84
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	10	7	7	3
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	6	12	12	-6
Intérêts des autres prêts et avances	22	104	122	122	-17
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	18	61	53	53	9
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	3	177	14	14	163



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025

RECETTES NON FISCALES DU BUDGET GENERAL

	Mois		Cumul à fin juin		Ecart cumul
	Mois	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.	Jun				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	297	1 696	869	869	828
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	218	1 126	194	194	932
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	83	72	72	11
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	3	4	4	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	76	433	546	546	-113
Frais de poursuite	0	0	3	3	-2
Frais de justice et d'instance	1	3	4	4	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	2	2	2	0
Divers (F)	1 349	5 837	9 097	9 097	-3 260
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	341	341	-341
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	1	1	0	0	1
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	4	21	203	203	-182
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	28	159	139	139	20
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	6	6	6	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régaliennne	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	3	3	3	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	3	3	3	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	4	3	3	1
Récupération d'indus	11	73	61	61	12
Recouvrements après admission en non-valeur	10	55	55	55	0
Divers versements de l'Union européenne	0	3 262	7 483	7 483	-4 221
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	22	29	29	-7
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	24	25	25	-1
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soultte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	19	345	245	245	99
Produits divers	1 243	1 746	4	4	1 742
Autres produits divers	25	113	496	496	-383
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	3 896	14 611	15 022	15 022	-411



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025

PRELEVEMENTS SUR RECETTES DE L'ÉTAT
ET FONDS DE CONCOURS

unité : million d'€.	Mois		Cumul à fin juin		Ecart cumul 2025 / 2024 retraité
	Juin	2025	2024 retraité	2024 exécuté	
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-6 969	-22 852	-22 316	-22 302	-536
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-5 015	-15 181	-14 960	-14 961	-221
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-2	-2	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-916	-3 624	-3 271	-3 271	-353
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-193	-199	-226	-212	27
Dotations élu local	-84	-84	0	0	-84
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	0	0	0	0
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions)	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements)	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération intercommunale)	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes)	-204	-1 286	-1 423	-1 423	137
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-84	-100	-122	-122	21
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-1	-2	-2	1
Dotations de compensation liées au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-53	-53	-53	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	1	1	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-13	-46	-41	-41	-5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française	-8	-45	-45	-45	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	1	1	-1
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-404	-2 184	-2 106	-2 106	-78
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025

PRELEVEMENTS SUR RECETTES DE L'ÉTAT
ET FONDS DE CONCOURS

	Mois		Cumul à fin juin		Ecart cumulé 2025 / 2024 retraité
	Juin	2025	2024 retraité	2024 exécuté	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022 ⁽¹⁾	0	0	1	1	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-7	-7	-8	-8	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134)	-33	-33	-24	-24	-9
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131)	0	0	-35	-35	35
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB	1	-7	0	0	-7
Prélèvement sur les recettes de l'Etat compensant les pertes de recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences secondaires ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 024	-11 107	-10 778	-10 778	-328
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-8 993	-33 958	-33 094	-33 080	-864
Fonds de concours et attributions de produits					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	1 013	3 790	3 332	3 332	459
Fonds de concours - coopération internationale	302	819	404	404	414
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	1 316	4 609	3 736	3 736	873

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2025

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2025

⁽³⁾ Création en LFI 2025



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de juin		Cumul à fin juin						Ecart cumulé				
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes				Soldes			Soldes 2025 / 2024 retraité
			2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025	2024 retraité	2024 exécuté		2025	2024 retraité	2024 exécuté	
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	7 116	6 242	36 232	34 491	34 491	35 644	40 625	40 625	-589	6 134	6 134	-6 723	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	351	154	480	181	181	886	996	996	406	815	815	-409	
Développement agricole et rural	7	6	11	14	14	120	121	121	109	107	107	2	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	16	31	112	127	127	188	188	188	75	62	62	14	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	15	24	94	128	128	115	176	176	21	48	48	-27	
Participations financières de l'Etat	1 203	682	1 800	1 023	1 023	830	6 898	6 898	-970	5 875	5 875	-6 844	
Pensions	5 524	5 345	33 735	33 017	33 017	33 504	32 244	32 244	-231	-773	-773	542	
Comptes de concours financiers	11 072	11 591	67 291	66 967	66 967	46 463	45 787	45 787	-20 829	-21 180	-21 180	352	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	329	0	1 978	1 998	1 998	0	5	5	-1 978	-1 993	-1 993	15	
Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution ⁽¹⁾	10 677	11 562	64 139	62 953	62 953	45 682	44 319	44 319	-18 458	-18 634	-18 634	176	
Prêts à des Etats étrangers	39	25	445	398	398	185	210	210	-260	-187	-187	-73	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	28	1	199	168	168	69	42	42	-130	-126	-126	-4	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	3	530	1 450	1 450	527	1 209	1 209	-3	-241	-241	238	
Comptes de commerce	1 840	1 841	35 231	33 099	33 099	35 820	33 227	33 227	589	128	128	461	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	44	19	368	443	443	588	698	698	220	255	255	-35	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	17	14	108	103	103	96	99	99	-12	-4	-4	-8	
Couverture des risques financiers de l'Etat	18	18	620	607	607	620	607	607	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	36	50	373	406	406	432	469	469	60	63	63	-4	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 655	1 616	33 292	30 675	30 675	33 250	30 679	30 679	-41	4	4	-45	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	1	2	4	4	4	4	4	2	0	0	3	
Opérations commerciales des domaines	5	11	32	35	35	56	54	54	25	18	18	7	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	5	13	16	16	15	13	13	2	-2	-2	5	
Soutien financier au commerce extérieur	62	107	424	810	810	757	605	605	333	-205	-205	538	
Comptes d'opérations monétaires	0	45	496	510	510	1 709	184	184	1 213	-326	-326	1 539	
Emission des monnaies métalliques	0	25	77	60	60	81	84	84	4	24	24	-20	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	20	412	445	445	1 625	98	98	1 214	-347	-347	1 561	
Pertes et bénéfices de change	0	0	8	5	5	3	1	1	-5	-3	-3	-2	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	20 028	19 699	138 839	134 621	134 621	118 010	119 724	119 724	-20 829	-14 897	-14 897	-5 932	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	20 028	19 719	139 251	135 066	135 066	119 635	119 822	119 822	-19 615	-15 244	-15 244	-4 371	

⁽¹⁾ Modification de libellé en LF 2025



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025

CORRESPONDANTS DU TRESOR
ET PERSONNES HABILITEES

		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2024	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2025
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		515	-267	249
	Caisse des Dépôts et Consignations		11	0	11
	La Poste		0	0	0
	Divers organismes à caractère financier		6 786	-264	6 522
	Total organismes à caractère financier		7 313	-531	6 781
	Régions		1 244	275	1 519
	Départements		6 592	-1 811	4 781
	Communes		29 177	-23	29 154
	Etablissements publics de coopération intercommunale		19 105	-1 405	17 700
	Etablissements sociaux et médico-sociaux		2 293	-266	2 027
	Autres		9 677	-194	9 484
	Total CEPL		68 089	-3 424	64 665
	Etablissements publics de santé		7 945	-1 330	6 615
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif		21 921	-4 075	17 846
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial		17 947	-2 028	15 919
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel		5 321	-280	5 041
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique		2 695	-395	2 300
	Total établissements publics nationaux		47 884	-6 778	41 107
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		7 682	-509	7 173
	Union européenne		2 533	366	2 899
BPI Groupe financement fonds de garantie		6 161	8	6 169	
GIP		2 040	160	2 200	
EPLÉ		2 765	649	3 414	
Autres correspondants		2 756	-302	2 453	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor		95	-95	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		13 817	419	14 236	
Total Dépôts de fonds du Trésor		155 263	-11 786	143 477	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		3 178	309	3 487
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		139	129	267
	Intérêts courus sur comptes à terme		41	-41	0
	Total Comptes à terme		3 357	397	3 754
Total Passif (A)			158 620	-11 389	147 231
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
Total Actif (B)			0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)			158 620	-11 389	147 230



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025**

**DETTE FINANCIERE DE L'ÉTAT
(hors intérêts courus non échus, intérêts constatés
d'avance et dettes rattachées à des participations)**

	unité : million d'€.	Solde au 31/12/2024	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2025
Titres négociables (A)		2 601 646	116 808	2 718 454
Titres négociables à moyen et long terme		2 400 483	111 658	2 512 141
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)		2 400 483	111 658	2 512 141
<i>dont - taux fixe</i>		2 111 426	86 762	2 198 188
<i>- taux variable</i>		229 041	4 758	233 799
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)		0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>		0	0	0
<i>- taux variable</i>		0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme		0	0	0
Titres négociables à court terme		201 163	5 150	206 313
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)		201 163	5 150	206 313
Autres titres négociables à court terme		0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)		0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)		28 427	-191	28 236
TOTAL (A+B+C)		2 630 073	116 617	2 746 690



Situation Mensuelle de l'Etat Juin 2025

NOTES METHODOLOGIQUES

Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2024 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2024 retraité » correspondent aux données « 2024 exécuté » corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Dépôts de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 18) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Juin 2025**

LISTE DES SIGLES

AFITF	Agence de financement des infrastructures de transport de France	IS	Impôt sur les sociétés
ASP	Agence de services et de paiement	LFG	Loi de finances de fin de gestion
BG	Budget général	LFI	Loi de finances initiale
BTF	Bons du Trésor à taux fixe	OAT	Obligations assimilables du Trésor
CAS	Compte d'affectation spéciale	PAS	Prélèvement à la source
CDC	Caisse des dépôts et consignations	PFE	Participations financières de l'Etat
CFE	Cotisation foncière des entreprises	PSR	Prélèvements sur recettes
CVAE	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	R&D	Remboursements et dégrèvements
DGF	Dotation globale de fonctionnement	TF	Taxe foncière
FAR	Frais d'assiette et de recouvrement	TGAP	Taxe générale sur les activités polluantes
FCTVA	Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	TH	Taxe d'habitation
FDNV	Frais de dégrèvement et de non-valeur	TICFE	Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité
FMI	Fonds monétaire international	TICGN	Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel
IFER	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	TICPE	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques
IFI	Impôt sur la fortune immobilière	TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
IR	Impôt sur le revenu	UE	Union européenne